



DIRECTION DES ACHATS

GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

SOMME LITTORAL SUD

CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maintenance des machines agricoles pour les établissements du GHT.

Lot 4 – Maintenance des gros engins agricoles pour l'EPSM.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières définit le cadre de la proposition, ainsi que les limites des prestations entre le(s) fournisseur(s) et le groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.



SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD CADRE.....	3
1.1. Objet	3
1.2. Etablissements concernés.....	3
Article 2 – Descriptif technique	3
Type de machines	3
Pour le lot 4 : Maintenance des gros engins agricoles pour l’EPSM.....	3
Article 3 – Typologie des prestations.....	3
3.1. Maintenance corrective	3
3.2. Fourniture de pièces détachées	4
Article 4 – Modalités d’intervention et de réparation	4
4.1. Délais	4
4.1.1. Maintenance corrective	4
4.1.2. Pièces détachées	4
4.2. Accès et consignes de sécurité	4
4.2. Reprise et évacuation des pièces défectueuses et autres déchets	5
4.3. Responsabilité	6
4.4. Lieux d’exécution	6
4.5. Lieux extérieurs d’intervention.....	6
Article 6 – Intervenants	6
Article 7 – Pièces détachées	6

PREAMBULE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1. Objet

Le présent lot a pour objet :

- La maintenance corrective des machines agricoles pour les établissements du GHT :
- La fourniture de pièces détachées pour les appareils définis dans le présent accord-cadre.
- Le devoir de conseil et des interventions à des fins d'améliorations des équipements

1.2. Etablissements concernés

L'établissement du GHT Somme Littoral Sud concerné par ce lot est :

- L'EPSM de la Somme ;

Article 2 – Descriptif technique

Type de machines

Les machines objets du présent accord-cadre sont des machines destinées à l'entretien des espaces verts et la voirie.

Pour le lot 4 : Maintenance des gros engins agricoles pour l'EPSM

- Tracteur
- Remorque agricole
- Rotavator
- Semoir à sel
- Cuve
- Lame de déneigement
- Tondeuse autoportée

Article 3 – Typologie des prestations

Dans le cadre du présent accord-cadre, seule la maintenance corrective est prévue ainsi que la fourniture de pièces détachées.

3.1. Maintenance corrective

La maintenance corrective est destinée à remettre en état de fonctionnement correct les machines suite à une défaillance constatée par l'établissement concerné. Elle est réalisée avec ou sans fourniture de pièces détachées.

Les prestations de maintenance curative sont rémunérées par un prix horaire de main d'œuvre et par un prix forfaitaire de déplacement.

Le délai de remise du devis de maintenance curative, par le titulaire, est de 48h.

Les factures du titulaire sont détaillées et établies sur la base des tarifs mentionnés au bordereau de prix.



Le titulaire devra, en cas de panne exceptionnelle (période d'hiver), fournir les coordonnées du référent d'astreinte de la structure.

Ce besoin est uniquement spécifique au tracteur utilisé pour l'astreinte intempérie, afin d'assurer la continuité de service en cas de gel et chute de neige.

3.2. Fourniture de pièces détachées

La fourniture de pièces détachées sera effectuée sur demande de l'établissement. La commande de ces pièces doit faire référence au prix indiqué au BPU.

Les fournitures hors BPU feront l'objet d'un devis par le titulaire, sous réserve de la validation de l'établissement.

Le titulaire peut proposer la réparation de pièces défectueuses en lieu et place de leur remplacement.

Le titulaire doit tenir informé l'établissement des pièces changées au cours du marché par tout moyen (téléphone, mail, carnet d'entretien).

Article 4 – Modalités d'intervention et de réparation

4.1. Délais

4.1.1. Maintenance corrective

Dans le cadre de la maintenance corrective, le titulaire devra intervenir et effectuer les réparations dans un délai qui ne pourra dépasser 10 jours ouvrés à partir de la réception des pièces détachées, hors week-end et jours fériés.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- Par l'établissement concerné suite à une détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement suite à un appel téléphonique, confirmé par un écrit permettant d'en attester sa bonne réception par le titulaire (ex : email).

Dans le cas où le titulaire intervient sur site pour réaliser au moins deux prestations de maintenance corrective, il ne pourra prétendre qu'à un seul forfait déplacement.

4.1.2. Pièces détachées

Dans le cadre de la fourniture de pièces détachées, le titulaire devra respecter un délai fixé avec l'établissement, suite à la demande de celui-ci.

Le titulaire fournira un historique, pour l'équipement, des interventions réalisées dans l'année, au 1er décembre de chaque exercice.

4.2. Accès et consignes de sécurité

L'établissement concerné communique au titulaire les coordonnées du ou des référents auprès desquels le titulaire doit se référer.

Il lui fournit les moyens d'accès aux équipements et prend les mesures nécessaires en vue d'assurer sa sécurité pour le bon déroulement des opérations d'entretien ou de maintenance. Il



met également à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des prestations relevant de cet accord-cadre (eau et électricité).

Le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles si l'établissement adhérent ne donne pas toutes les facilités au technicien pour accéder à l'équipement pour les opérations de maintenance.

Le titulaire transmet et forme son personnel intervenant sur le site de l'établissement adhérent aux consignes de sécurité générales et particulières propres à l'utilisation des équipements. Il contrôle régulièrement que ces consignes sont parfaitement connues de ces techniciens.

Dans les cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent. Il en informe immédiatement le référent du site considéré.

Dès son arrivée dans l'établissement, le personnel du titulaire se présente au référent désigné par l'établissement adhérent.

Il prévient le référent de l'établissement adhérent de la durée approximative d'indisponibilité de l'équipement.

Durant toute la phase d'intervention et avant remise en service définitive validée par les essais de fonctionnement, il s'assure qu'aucune tierce personne n'accède à l'équipement ou ne puisse l'utiliser.

Après une intervention sur site, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir. Aucun matériel, matériaux ou substance pouvant faire chuter ou blesser le personnel de l'établissement adhérent ne doit traîner au sol.

Si la propreté, des abords n'est pas rigoureuse, l'établissement adhérent se réserve le droit d'y remédier aux frais exclusifs du titulaire.

Le titulaire souscrit une police d'assurance couvrant tous les risques dont il peut être tenu responsable dans les conditions de droit commun, notamment : accident, explosion, vol, dégât des eaux, conséquence d'un défaut.

En fin d'intervention, le titulaire rend compte du travail effectué ou des suites à donner à l'établissement adhérent.

4.2. Reprise et évacuation des pièces défectueuses et autres déchets

Le titulaire a l'obligation de reprendre et d'évacuer les pièces détachées usées remplacées lors de son intervention de maintenance, ainsi que les déchets produits lors de toute intervention.

L'enlèvement des pièces trop volumineuses est effectué dans les 5 jours suivant la date de la dernière intervention sur site. Dans ce cas, le titulaire s'assure en accord avec l'établissement adhérent que les pièces défectueuses soient stockées dans un endroit adapté, ne mettant pas en péril la sécurité des personnes et des biens.

Le titulaire fournit à l'établissement adhérent les attestations d'évacuation des déchets soumis à réglementation dans le respect de l'environnement.

L'établissement adhérent se réserve le droit de demander au titulaire de laisser les pièces défectueuses sur les lieux pour expertise. Dans ce cas, il est à la charge de l'établissement d'en assurer l'évacuation.

4.3. Responsabilité

Le titulaire assume la conduite et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- A son personnel, au personnel de l'établissement adhérent ou à des tiers
- A ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers, causés par carence des installations à la maintenance.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. Il est entendu par intervention perturbatrice une action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de l'appareil.

4.4. Lieux d'exécution

Pour les interventions dans le cadre de la maintenance curative, les lieux d'exécution des prestations de maintenance seront communiqués par le donneur d'ordre au moment de la demande d'intervention.

4.5. Lieux extérieurs d'intervention

Si nécessaire le prestataire dispose des moyens pour transférer et recevoir les équipements afin d'assurer les réparations qui ne pourraient être réalisées sur les sites de l'établissement concerné (ateliers conforme à la réglementation ; remorque porte-engin).

Article 6 – Intervenants

Les personnels intervenants sur site devront être formés et avoir les compétences nécessaires pour intervenir sur l'ensemble des machines présentes sur site.

Les personnels d'intervention sont équipés des tenues de protection individuelle (notamment chaussures de sécurité, gants et lunettes).

Les personnels disposent d'un véhicule atelier et stockage de pièces courantes leur permettant d'accéder aisément sur l'ensemble des sites.

Les personnels d'interventions ont à leur disposition les moyens de rétention et de collecte des fluides et effluents rejetés lors de leurs interventions.

Article 7 – Pièces détachées

Le prestataire garantit qu'il peut obtenir les pièces détachées nécessaires à l'ensemble des interventions pour l'ensemble de la gamme des équipements défini dans la présente consultation.

Ces pièces détachées devront être des pièces d'origine « constructeur » ou des pièces dont les composants ont fait l'objet d'une homologation et peuvent être utilisées en lieu et place des pièces d'origine.

La mise en œuvre de pièces d'occasion est une alternative exprimée par le donneur d'ordre.

Toutes les pièces détachées remplacées ou ajoutées sont garanties pour une période de 12 mois.